



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

dépenses

Question au Gouvernement n° 1743

Texte de la question

RÉDUCTION DES DÉPENSES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Hervé Mariton, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Hervé Mariton. Monsieur Valls, vous êtes le nouveau Premier ministre et nous vous écoutons avec attention. Vous dites qu'il faut faire des économies et vous avez raison. Vous dites qu'il faut restaurer la crédibilité, la confiance et la souveraineté de la France et vous avez raison. C'est un peu sévère pour votre majorité, mais, oui, vous avez raison de le dire ! Ce matin, vous vous êtes avancé, monsieur le Premier ministre. Vous vous êtes en réalité dévoilé comme le Premier ministre de la baisse du pouvoir d'achat.

Souveraineté, monsieur le Premier ministre ? Cinquante milliards d'économies, vous le savez, ne suffisent pas et pas même à couvrir le programme de stabilité. C'est près de 100 milliards d'économies qui seraient nécessaires pour financer votre politique.

M. Bernard Roman. C'est 600 milliards !

M. Philippe Plisson. Que ne les avez-vous faites !

M. Hervé Mariton. Vous parlez de confiance, monsieur le Premier ministre. Il faut, pour cela, proposer un cap et donner du sens. Il faut prendre des mesures de long terme et avoir le courage de prendre des mesures structurelles. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Qu'en est-il ? Vous nous parlez retraite. Il n'y a pas de réforme structurelle, mais une désindexation. Vous nous parlez fonction publique. Il n'y a pas de réforme structurelle, mais des recrutements et la désindexation. S'agissant des prestations sociales, vous ne nous parlez ni de réformes structurelles ni de responsabilité, mais encore de désindexation.

Concernant la protection sociale, seule la mystérieuse modernisation de la politique familiale apparaît comme étant votre victime obsessionnelle ! Pour ce qui est du chômage, sur la commande des intermittents du spectacle, Mme Filippetti, ce matin, a battu retraite sur une rare réforme structurelle proposée ces dernières semaines. Monsieur le Premier ministre, vous esquiviez, vous vivez d'expédients. La désindexation est peut-être nécessaire, mais elle ne fait pas une politique. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous demandez un effort aux Français, faut-il encore qu'il ait un sens, qu'il serve à quelque chose ! Vous risquez de gaspiller cet effort. Alors, monsieur le Premier ministre, dites la vérité aux Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics*. Monsieur Mariton, nous attendons, bien entendu, des explications précises de votre part sur les 100 milliards d'économies que vous souhaitez réaliser.

M. Bernard Deflesselles. Mais c'est vous qui êtes au Gouvernement ! C'est incroyable !

M. le président. On écoute la réponse !

M. Michel Sapin, *ministre*. Vous m'interrogez sur les 50 milliards. Je vous répondrai donc sur ce point. Pourquoi devons-nous faire des économies en matière de dépenses publiques ? Nous ne sommes pas guidés par un principe absolu selon lequel la dépense publique serait mauvaise en elle-même. Au contraire, elle est utile à la cohésion sociale et en termes de services publics. Elle est utile pour l'éducation des jeunes et pour préparer l'avenir.

M. Hervé Mariton. Alors faites de vraies réformes !

M. Michel Sapin, *ministre*. Mais nous ne pouvons pas, aujourd'hui, financer autrement que par des baisses de la dépense publique les politiques que nous menons.

M. Pascal Terrasse. Absolument !

M. Michel Sapin, *ministre*. Il s'agit tout d'abord des politiques en faveur de la compétitivité de nos entreprises pour qu'elles soient en mesure d'investir et de créer des emplois. Des baisses d'impôts et de cotisations sont prévues dans ce pacte de responsabilité et de solidarité pour les entreprises et pour les ménages. Nous ne pouvons pas et ne voulons pas financer autrement les baisses d'impôts qu'en diminuant les dépenses. Vous comme nous avons recouru jusqu'alors aux augmentations d'impôts. C'est terminé !

À partir de 2015, nous baisserons les dépenses publiques. Vous avez parlé avec raison de souveraineté. En effet, la dette de notre pays ne peut pas continuellement augmenter. Vous avez les chiffres en tête. Vous savez que la dette de la France représentait 50 % de la richesse voilà dix ans. Elle atteignait, vous le savez, 90 % lorsque Nicolas Sarkozy a été remplacé par un autre Président de la République, François Hollande ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Cela ne peut continuer ainsi ! Nous avons décidé de stopper cette augmentation de la dette par une diminution des dépenses publiques ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Hervé Mariton](#)

Circonscription : Drôme (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1743

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 avril 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [17 avril 2014](#)